

HAUTES-ALPES

À Ancelle, les clubs se saignent pour faire skier les jeunes

Le district de ski Champ-saur-Dévoluy-Gapençais a mis en place un partenariat avec la régie des remontées mécaniques et la municipalité d'Ancelle. L'objectif ? Que les jeunes skieurs du secteur puissent continuer à s'entraîner malgré la pandémie et la fermeture des stations.

« **O**n a gratté au maximum sur nos budgets, sur nos trésoreries. Certains clubs ont fait participer les parents. On a tout fait pour que ça continue. Mais on est au ras des pâquerettes et on pourrait tout arrêter brutalement. » Florian Gayhugues, le président du district de ski Champ-saur-Dévoluy-Gapençais (CDG), qui regroupe neuf clubs du secteur, est inquiet. Depuis le 18 décembre, grâce à un accord avec la régie des remontées mécaniques et la municipalité, un ou plusieurs télé-skis sont ouverts à Ancelle pour que 400 jeunes skieurs des clubs de ski puissent continuer à s'entraîner malgré la pandémie. « On a calculé le coût pour l'ouverture des remontées et de la préparation des pistes et on le facture sans aucun profit aux clubs », explique Vincent Bouchet, le directeur de la régie. « L'idée était de pouvoir faire skier les jeunes avec des coûts minimums », poursuit Thomas Vincent, l'adjoint au maire d'Ancelle.

« On a tout fait pour maintenir les cours car le ski, pour nos jeunes, ce n'est pas juste du sport ou un loisir. Beaucoup deviennent ensuite moniteurs



Thomas Vincent, adjoint au maire d'Ancelle, Florian Gayhugues, président du district de ski Champ-saur-Dévoluy-Gapençais, Vincent Bouchet, directeur de la régie des remontées mécaniques d'Ancelle, et Yann Zecconi, entraîneur du ski club de Saint-Léger-les-Mélèzes, sont inquiets. L'initiative du district de ski Champ-saur-Dévoluy-Gapençais a coûté 53 000 € depuis les vacances de Noël. Photo Le DL/N.P.

ou secouristes. C'est aussi une ouverture professionnelle », argumente Yann Zecconi, entraîneur du ski club de Saint-Léger-les-Mélèzes.

53 000 € de dépenses

Mais malgré cet arrangement, les clubs du district ont vidé leurs caisses. Depuis les vacances de Noël, ils ont déboursé près de 53 000 € pour mener l'opération. « Ce n'était pas une dépense prévue. On a dû tirer les budgets dans tous les sens,

utiliser la trésorerie. Avec comme condition que tous les clubs participent équitablement », précise Florian Gayhugues.

Pour pouvoir continuer ainsi jusqu'à la fin des vacances de février, environ 12 000 € supplémentaires seront nécessaires. Des fonds que les clubs n'ont plus. « On a injecté tout l'argent disponible, mais ça devient difficile. Notre ligne rouge est de ne pas dépenser de l'argent que nous n'avons pas et de rester solidaires. Si un club ne peut plus participer, on

arrêtera tout », précise le président du district.

« À court de solutions »

Un président qui avoue être aujourd'hui « un peu à court de solutions ». Une ouverture gratuite de la part de la régie des remontées mécaniques est « impossible », indique son directeur. « Notre chiffre d'affaires est à zéro, on est déjà dans le rouge. C'est quelque chose qu'on ne peut pas offrir aux clubs », précise-t-il.

La seule solution est donc d'obtenir des subventions de la part des collectivités. Mais là encore, la chose est difficile. « On prépare un dossier mais, avec la crise, l'argent est difficile à trouver. Les communes nous dirigent vers la consoci mais celle-ci n'a pas forcément les moyens de nous aider. La seule solution serait de l'aide du Département ou de la Région », glisse le président du district. L'appel à l'aide est lancé.

Noé PHILIPPOT